

Syndicat National Unitaire des Assistants Sociaux de la Fonction Publique Fédération Syndicale Unitaire

22 rue Malmaison 93170 BAGNOLET - Tél. 01 41 63 27 55 Mél : contact@snuasfp-fsu.org Site : https://www.snuasfp-fsu.org

COMMUNIQUE DE PRESSE

Violences faites aux mineur.e.s : un énième rapport, des constats accablants, et toujours pas de décisions à la hauteur.

Un nouveau rapport parlementaire, cette fois issu de la commission d'enquête sur les violences sur mineur.e.s en milieu scolaire, alerte une fois de plus sur l'ampleur des violences, le manque criant de réponses institutionnelles, et l'insuffisance des moyens alloués à la protection des élèves.

Depuis de nombreuses années, le SNUASFP-FSU alerte sur l'urgence de renforcer le service social en faveur des élèves, notamment en lien avec la lutte contre les violences faites aux mineur.e.s. Faute de réaction à la hauteur par les gouvernements successifs, la situation est devenu intenable. Ce rapport est dans le prolongement de la décision-cadre de la Défenseure des Droits en février dernier qui appelait déjà à renforcer le service social en faveur des élèves. Alors que les conclusions de cette commission d'enquête parlementaire pointent la place centrale que devrait occuper le service social scolaire dans la prévention, l'accompagnement et la protection des élèves, le SNUASFP FSU le dit fermement : il est temps d'agir !

Ce rapport rappelle avec force que le service social est quasi absent du 1er degré, que les équipes pluridisciplinaires sont trop souvent incomplètes, et que les assistant.e.s de service social sont souvent les premier.e.s interlocuteur.rices identifié.e.s dans les situations de danger.

Il reprend de nombreux témoignages qui illustrent l'invisibilisation et l'entrave parfois subies par les professionnel.le.s lorsque leur rôle d'alerte dérange.

Une fois encore, les constats sont clairs : il manque des postes, des moyens, et de la reconnaissance.

Or, comment protéger les élèves si les professionnel.le.s qualifié·es sont en nombre insuffisant pour assurer leur mission ? 2700 assistant.e.s de service social pour 12 millions d'élèves, c'est intenable, injustifiable, irresponsable.

Le ministère de l'Éducation nationale doit désormais prendre ses responsabilités. Cet énième rapport doit être enfin suivi d'effets.

Nous exigeons:

- Un plan massif de recrutement d'assistant.e.s de service social dans le second degré, et une dotation effective dans le premier degré à la hauteur des besoins pour créer un service social du 1^{er} degré.
- La fin des réorganisations locales déconnectées du terrain, qui affaiblissent le lien avec les élèves et les équipes notamment à travers les multiples redéploiements qui entraînent saupoudrages des interventions dans une tentative illusoire de masquer l'absence de moyens.
- La reconnaissance pleine et entière du niveau de qualification des assistant.e.s et conseiller.e.s techniques de service social de l'Education nationale dont les grilles indiciaires sont les plus basses de la catégorie A de la Fonction Publique.

Le SNUASFP-FSU appelle le ministère de l'Éducation nationale à cesser les effets d'annonce et à engager, enfin, une politique ambitieuse de renforcement du service social scolaire, à la hauteur des enjeux.

Les élèves qui sont d'abord et avant tout des enfants et adolescent.e.s doivent être protégés. Nous, professionnel·les du service social, sommes prêt.e.s. Le ministère, lui, attend quoi ?

Bagnolet, le 2 juillet 2025

Contact presse:

Brice CASTEL 06 47 97 39 94 Albine CAILLIE 06 46 23 10 93